L'ABEILLE.

JOURNAL ET PUBLIC, TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.

IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut vous FUNDER ou couler."

VENDREDI MATIN, 5 DECEMBRE 1834.

INTERIEUR.

Nouvelle Orléans, 5 décembre.

Le malle d'hier ne nous a pas apporté de journaux plus récens qu'au date de Charleston; mais nous apprenons par les feuilles de cette ville qu'on y avait eu connoissance par New York du 29 août, un bateau-à-vapeur. Ces avis mentionnaient que le navire *Albion*, parti de Liverpool le 21 octobre, avait eu vue de terre ici que le *Albion*, venant de Hâvre, avait atteint le port de New York, apportant des dates du 24 octobre du Hâvre.

Le *Albion* portait $100,000 en or, formant partie de l'indemnité napoléonienne. Les deux prochains paquebots du Hâvre devaient porter $200,000 de plus.

Les nouvelles de Bayonne vont jusqu'au 16, et disent que Zumalacarregui avait pris possession de Calahorra, petite ville à l'entrée de Castile, à deux lieues de Logrono. Les carlistes avaient fait fusiller six individus, et en avaient emmenés trente-cinq. L'armée de la reine avait abandonné Pampelune pour marcher contre Zumalacarregui. On s'attendait à une bataille sanglante.

(Extrait du *Daily-Advertiser* d'hier après-midi.)

Ventes au Comptoir.

65 balles coton, à		17 3-8	comptant.
24 do do		16 1-2	do
621 do do		16 1-2	do
11[illegible] do do		17 1-2	do
100 do do		15 1-4	do
1000 do do		16	do
111 do do	30 do	19	do
1000 do do		13	do
3800 do do		18	do
111 do do		19	do

Transactions de la Bourse.

[illegible]

Au moment où les arrivages se multiplient, et où le nombre des *Etrangers* qui viendront nous visiter tous les ans s'accroît chaque jour, collectivement, sont-ils plus utile, autant dans les intérêts pécuniaires de la communauté que dans ceux de la police de notre ville, de notre faire connaître les dispositions d'une ordonnance du Conseil de ville, approuvée en décembre 1807, qui contient des mesures de précaution contre l'introduction de cet hôte actif avec qui, trop souvent, ont choisi notre ville pour théâtre de leurs exploits, après avoir échappé à la police des autres parties de l'Union. Nous espérons que les étrangers dont la conduite est à l'abri de tout reproche s'empresseront d'applaudir à l'esprit de cette ordonnance, comme plein de sagesse et de prudence, puisqu'elle leur offre un moyen facile de se distinguer, dès l'abord, de quelques misérables qui voudraient se cacher parmi eux.

En outre, le quatrième article de cette ordonnance renferme une disposition dont l'exécution rigoureuse serait d'un grand profit pour la ville. En conséquence, nous invitons les agents de police à y tenir la main.

Ordonnance concernant les étrangers à la Nelle. Orléans, & autres personnes y mentionnées

Le Conseil de Ville arrête ce qui suit:

Article 1er. Toutes personnes arrivant à la Nelle-Orléans, dans l'avoir ou autrement leur domicile, seront tenues dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, de déclarer à la Mairie leurs noms et prénoms, âge, état ou profession, le lieu d'où elles viennent, et si elles sont dans l'intention de fixer leur résidence en ville ou seulement d'y séjourner.

Art. 2. Les capitaines de navires, les patrons de chaloupes, barques et autres embarcations, seront dans l'obligation en soumettre de leur arrivée ou de port, de remettre eux-mêmes à la mairie, la liste, sous serment, de tous passagers, avec les détails prescrits en l'article précédent.

Art. 3. Tous citoyens et non-résidens tous aubergistes, cabaretiers, maîtres d'hôtels, de pension bourgeoise, de chambres garnies, &c. dans la ville et les faubourgs, seront tenus de remettre chaque matin, à la mairie, et jusqu'à nouvel ordre, la liste, sous serment, de tous étrangers logés chez eux, ou y prenant pension; bien entendu que chaque liste ne devra contenir que les noms des étrangers qui seront arrivés depuis la remise de la liste précédente.

Art. 4. Tous les individus nommés par les articles ci-dessus à *la tête* de la mairie leur déclaration d'arrivée en cette ville, ou pourront en être obligés à donner de plus amples détails sur leur état, leur profession, leur domicile, leur famille, &c. &c. &c.

Art. 5. Toute personne qui aura logé, de force ou de connivence, un étranger qui viendra à s'enfuir sans avoir satisfait aux dispositions ci-dessus, ou qui aura donné de fausses déclarations, sera passible d'une amende de [illegible] piastres.

Art. 6. Tous les individus nommés par les articles ci-dessus *à la tête* de la mairie leur déclaration d'arrivée en cette ville, ou pourront en être obligés à donner de plus amples détails sur leur état, leur profession, leur domicile, leur famille, &c. &c. &c.

Art. 7. Toute personne qui aura logé, de force ou de connivence, un étranger qui viendra à s'enfuir sans avoir satisfait aux dispositions ci-dessus, ou qui aura donné de fausses déclarations, sera passible d'une amende de [illegible] piastres.

Approuvé le 31 décembre 1807.

M. l'Editeur,

J'ai lu avec intérêt votre article sur l'hôpital, et j'ai reconnais parfaitement l'exactitude, car, il n'est hélas! que trop vrai que cet hospice de bout de l'an, et qui possède plus de revenus qu'il n'en faut pour le tenir avec la propreté et toutes les autres conditions indispensables à un établissement de cette nature, est plutôt un foyer permanent d'infection, qu'un lieu où tous les moyens possibles de guérison y [illegible] sans cesse être mis en usage....

A quoi tient donc cet état de choses?....

C'est, M. l'éditeur, n'en doutez pas, au mauvais choix des administrateurs, et voici pourquoi:

Dans tous les pays civilisés du monde et notamment à Paris dont vous donnez les hôpitaux en exemples à calquer, avec tant de raison, l'administration ou le conseil de santé qui les dirigent, sont en majorité, composés de médecins et pharmaciens, plus aptes par leur profession, que tous autres, non seulement à connaître et faire exécuter de qui doit l'être, pour la salubrité et l'hygiène de ces établissemens de nécessiteux aux indigens, mais aussi à nommer les médecins, chirurgiens et autres officiers que l'on juge nécessaires, et à [illegible] ceux qui, par leurs connaissances spéciales, [illegible] dans ce service. L'armée de la reine avait abandonné Pampelune pour marcher contre Zumalacarregui. On s'attendait à une bataille sanglante.

(Extrait du *Daily-Advertiser* d'hier après-midi.)

Ventes au Comptoir.

65 balles coton, à		17 3-8	comptant.
24 do do		16 1-2	do
621 do do		16 1-2	do
11[illegible] do do		17 1-2	do
100 do do		15 1-4	do
1000 do do		16	do
111 do do	30 do	19	do
1000 do do		13	do
3800 do do		18	do
111 do do		19	do

Transactions de la Bourse.

[illegible]

Au moment où les arrivages se multiplient, et où le nombre des *Etrangers* qui viendront nous visiter tous les ans s'accroît chaque jour, collectivement, sont-ils plus utile, autant dans les intérêts pécuniaires de la communauté que dans ceux de la police de notre ville, de notre faire connaître les dispositions d'une ordonnance du Conseil de ville, approuvée en décembre 1807, qui contient des mesures de précaution contre l'introduction de cet hôte actif avec qui, trop souvent, ont choisi notre ville pour théâtre de leurs exploits, après avoir échappé à la police des autres parties de l'Union. Nous espérons que les étrangers dont la conduite est à l'abri de tout reproche s'empresseront d'applaudir à l'esprit de cette ordonnance, comme plein de sagesse et de prudence, puisqu'elle leur offre un moyen facile de se distinguer, dès l'abord, de quelques misérables qui voudraient se cacher parmi eux.

En outre, le quatrième article de cette ordonnance renferme une disposition dont l'exécution rigoureuse serait d'un grand profit pour la ville. En conséquence, nous invitons les agents de police à y tenir la main.

Ordonnance concernant les étrangers à la Nelle. Orléans, & autres personnes y mentionnées

Le Conseil de Ville arrête ce qui suit:

Article 1er. Toutes personnes arrivant à la Nelle-Orléans, dans l'avoir ou autrement leur domicile, seront tenues dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, de déclarer à la Mairie leurs noms et prénoms, âge, état ou profession, le lieu d'où elles viennent, et si elles sont dans l'intention de fixer leur résidence en ville ou seulement d'y séjourner.

Art. 2. Les capitaines de navires, les patrons de chaloupes, barques et autres embarcations, seront dans l'obligation en soumettre de leur arrivée ou de port, de remettre eux-mêmes à la mairie, la liste, sous serment, de tous passagers, avec les détails prescrits en l'article précédent.

Art. 3. Tous citoyens et non-résidens tous aubergistes, cabaretiers, maîtres d'hôtels, de pension bourgeoise, de chambres garnies, &c. dans la ville et les faubourgs, seront tenus de remettre chaque matin, à la mairie, et jusqu'à nouvel ordre, la liste, sous serment, de tous étrangers logés chez eux, ou y prenant pension; bien entendu que chaque liste ne devra contenir que les noms des étrangers qui seront arrivés depuis la remise de la liste précédente.

Art. 4. Tous les individus nommés par les articles ci-dessus *à la tête* de la mairie leur déclaration d'arrivée en cette ville, ou pourront en être obligés à donner de plus amples détails sur leur état, leur profession, leur domicile, leur famille, &c. &c. &c.

Art. 5